

# La mauvaise santé des hôpitaux flamands

SANTÉ La moitié des établissements contrôlés affichent des « risques graves »

- La Flandre dévoile le sombre contenu d'inspections surprises.
- Les critères font débat.
- Du côté francophone, la transparence n'est pas encore programmée.

**J**eudi, l'inspection des hôpitaux de la Région flamande a dévoilé publiquement le contenu des contrôles effectués dans 18 hôpitaux sur les 90 que compte la Région. En attribuant des feux vert, orange et rouge selon les multiples critères investigués : l'hôpital respecte-t-il les règles d'hygiène ? Le service d'urgence emploie-t-il suffisamment de personnel ? Quel est le taux de mortalité ou de maladies nosocomiales ?

Le résultat a fait l'effet d'une bombe : dans plus de la moitié des établissements inspectés, il y a des problèmes de sécurité liés aux médicaments utilisés, des risques classés comme « graves » par les inspecteurs. Un constat épinglé par l'association de consommateurs Test-Achats qui souligne la fréquence de ces erreurs, qui entraînent des complications qui auraient pu être évitées. Dans 8 hôpitaux sur 18, des mesures doivent être prises de toute urgence, d'après les inspecteurs. Certains, comme l'hôpital

de Blankenberge, ont reçu trois cartons rouges, ce qui entraînera une nouvelle inspection dans les

semaines qui viennent. 62 % des médicaments injectés n'avaient pas été couverts par une instruction médicale. Et des médicaments dangereux n'y étaient pas stockés de manière séparée.

L'introduction de critères communs de qualité et la publication des résultats des inspections étaient prévues de longue date par le ministre flamand de la Santé. Mais le déballage public des résultats crée l'émoi. Le patron de l'hôpital de Blankenberge a rétorqué que les normes qui lui sont imposées sont obsolètes, notamment la présence de trois infirmières disponibles dans le service d'urgence, critère identique pour son hôpital de 10.000 patients et pour ceux qui en entraînent dix fois davantage. Il a aussi souligné la pénurie d'infirmières d'urgence.

## « En Wallonie aussi ! »

L'association Test-Achats réclame avec force que « la transparence appliquée par le gouvernement flamand » soit aussi appliquée à Bruxelles et en Wallonie. Selon elle, on n'y réalise « rien de concret » à ce sujet.

Du côté francophone, on réfuse tout immobilisme et toute opposition à la transparence. Après beaucoup de palabres, une

plateforme « qualité » réunit depuis début janvier hôpitaux, mutuelles et médecins pour mettre au point les critères qui aient du sens à être comparés entre les différents établissements. Le ministre wallon de la Santé Maxime Prévot (CDH) finance cette « plateforme qualité » wallonne où l'échange des données devrait permettre de « *poursuivre l'accroissement de la qualité du secteur hospitalier* ». Mais, pour l'instant, il n'est pas question de les publier.

Omerta ? « *Il ne s'agit pas de garder un quelconque secret sur cette question, mais de se mettre d'accord sur des critères pertinents et objectifs. Un feu rouge ou orange comme classement, ce n'est pas très précis. Nous sommes contre la technique de*

*presse à sensation, qui épingle l'un ou l'autre indicateur sans précisions, comme l'a pratiqué Test-Achats. Depuis 20 ans, nous leur avons proposé de se mettre d'accord sur une méthodologie claire et transparente, mais nous attendons toujours. Nous voulons bien publier des indicateurs pertinents, mais pas alimenter une sorte de concurrence commerciale entre hôpitaux* », explique Michel Mahaux, directeur général adjoint de la fédération hospitalière Santhea. ■

**FRÉDÉRIC SOUMOIS**

## UN CLASSEMENT DES HÔPITAUX ?

## POUR

**Comparer librement**

Pour l'association de consommateurs Test-Achats, « chacun doit pouvoir bénéficier de soins de qualité. Toutefois, les chiffres font apparaître que la qualité des soins dont vous pouvez bénéficier varie sensiblement d'un hôpital à l'autre. En outre, il est actuellement impossible, en tant que patient, de connaître les domaines dans lesquels un hôpital est bon, moyen ou mauvais. Vous avez pourtant le droit de savoir. D'autant que plusieurs exemples démontrent l'importance de plus de transparence. Dans certains hôpitaux, 4 % des hospitalisations débouchent sur une infection nosocomiale, dans d'autres, ce chiffre peut atteindre 10 %. 30 % de ces infections peuvent être évitées, mais tous les hôpitaux ne fournissent pas les mêmes efforts pour les prévenir ».

**Choix informé**

« Pour pouvoir faire un choix informé, le patient doit avoir connaissance des efforts déployés par un hôpital afin de fournir des soins de qualité ainsi que des résultats de ces efforts », selon l'association. « Mesurer, c'est aussi améliorer. Les hôpitaux tiennent en effet à une bonne réputation et feront plus d'efforts pour améliorer leur qualité si les résultats sont rendus publics. De tels sites internet existent chez nos voisins, où les patients peuvent comparer la qualité des hôpitaux. Ce n'est pas encore le cas en Belgique. Test-Achats insiste depuis des années pour que soit créé un tel site de comparaison. »

## CONTRE

**Quels critères ?**

« Comparer, c'est toujours possible. Mais pas n'importe comment. Un exemple ? Si on compare le taux de césariennes d'un hôpital, on trouvera positif que ce taux reste bas et négatif qu'il s'envole. Mais cela veut dire qu'un hôpital de référence qui assure en fait la prise en charge des grossesses difficiles et qui aura, nécessairement, un taux de césariennes plus élevé, chutera dans un tel classement. Alors qu'en fait, il fait preuve d'excellence. On doit travailler dans les nuances et pas dans le marketing. Dans l'éthique, et le respect des personnes. Pas seulement en comparant les taux d'infection et de décès. Si c'est effectué avec les nuances nécessaires, il n'y a pas de problèmes à publier ces données », explique Pierre Smiets, directeur de la Fédération des institutions hospitalières (FIH).

**Un marché des soins**

Le principal péril que craignent certains observateurs, c'est que de tels classements alimentent le mécanisme de « marché des soins ». Le patient belge n'étant pas assigné à un hôpital selon son lieu de vie ou sa mutuelle, la concurrence entre établissements peut se creuser. Or, il est de notoriété publique que certains hôpitaux choisissent leurs patients, abandonnant les autres à d'autres réseaux. Ils pourront ainsi améliorer leurs résultats dans les classements, en faisant mieux sans avoir affronté toutes les difficultés. Une dérive qui in fine coûte plus cher à la collectivité pour des soins de moindre qualité... sauf pour quelques-uns.